

Introduction

Société-monde et paradoxes du récit moderne

Comment caractériser les lignes de force de l'époque ? Nous pouvons partir de deux constats :

– d'une part, nous vivons depuis plus d'une décennie dans un monde sous hégémonie à la fois financière et américaine. À partir de 1989, avec l'effondrement du mur de Berlin, économie-monde et *pax americana* se sont en effet recoupées sinon confondues. Un fonctionnement « géostationnaire » s'est mis en place. Il vise à la fin de l'histoire, ou plutôt à l'allongement du présent « libéral », à l'affirmation du capitalisme comme présent homéostatique, éternisé.

– d'autre part, à peine établie, cette mondialité centrée évolue rapidement vers des turbulences. Le front conflictuel (Bosnie, Kosovo, Irak, Afghanistan) entretenu sur la lisière méridionale de l'« Empire » – incluant désormais la défunte Union soviétique – en témoigne. Mais la frontière spectaculairement réinstituée en cette occasion entre religions – ou civilisations (selon la célèbre théorie de Huntington) – ne doit pas masquer les contradictions plus profondes, transversales et universelles, dont le traitement ne saurait se réduire à des opérations de police militaire contre des fondamentalistes ou des « États-voyous ». Au-delà des difficultés (et des exploits) de la majesté impériale sur ses marches (largement imaginaires, puisque chacun participe désormais à l'unification globale), c'est dans ce qui bouge *au cœur* de la puissance-monde qu'il faut plutôt rechercher le sens de mouvements structuraux.

Ainsi avons-nous pu observer, en douze années d'installation du « système de la raison unique », maints signaux de dysfonctionnement de cet idéal vainqueur : craquelures, courts-circuits, contretemps, inconséquences, stupeurs, blocages. Et plus en profondeur : effets contre-productifs ou résistances d'amplitude inattendue. Enfin apparaissent des paradoxes, et même des dérives délirantes. En traquant ces indices dans leur origine et leur portée, nous avons cru pouvoir repérer sept grandes lignes de fracture convergeant à partir de l'épicentre du système triomphant. On peut décrire ces lignes en trois grands ensembles de phénomènes.

Premier ensemble : *l'émergence d'un pouvoir mondial et de ses moyens d'exercice*, qui s'affirment au détriment du pluralisme et du respect des « exclus » ou des « inférieurs ». On comprendra ici :

- la transformation d'élites portant le dynamisme mondialiste en castes militantes d'un pouvoir « cosmocratique », nouvelle source d'inégalités sous le couvert d'une régulation homéostatique des marchés ;

- la dégradation des principes de libre coopération en forçage des volontés par le biais d'idéologies pratiques, tel le recours à l'informatisation en vue d'une « gouvernance » des propriétaires sur les peuples, les producteurs et les consommateurs ;

- la criminalisation progressive des oppositions, *via* un régime d'intimidation morale, sombre contrepartie des principes toujours plus affichés d'un droit universel.

Deuxième ensemble : *l'apparition de mouvements paradoxaux au sein de la mondialisation*. On considérera ainsi :

- le retournement de nombreux fronts du progrès en processus fragilisants et potentiellement autodestructeurs, tels l'élimination des emplois, l'effet boomerang des inégalités et des injustices sociales, l'instabilité financière chronique et les incidences environnementales de la technique. Ces tendances adverses se situent ainsi dans une logique proprement « autophage ».

- les paradoxes de l'universalité en tant que telle. Ainsi la mondialisation supprime-t-elle *l'extérieur*, et métamorphose du même coup toute hostilité étrangère en *conflit intérieur, civil ou social*, même si on le pare momentanément des attributs de la guerre de religions ou de cultures (croisade occidentale *versus* *djihad*).

Troisième ensemble : ces difficultés semblent alimenter la *crystallisation de formations irrationnelles peut-être plus dangereuses que les classiques crispations identitaires*, notamment sous deux modalités :

– à défaut d’une consultation politique pluraliste conduite dans une société-monde enfin prise au sérieux, on est tenté de rassembler les publics dans des champs collectifs sectaires – révoltés ou sécuritaires, passésistes ou modernistes – à visée violente ou péremptoire ;

– enfin, la perspective universaliste s’imprègne d’un pessimisme latent. La catastrophe écologique et le terrorisme de masse se juxtaposant au souvenir du génocide comme « crimes » du XX^e siècle laissent transparaître un désir de mort, véritable part obscure de l’angélisme mondialitaire.

J’ai tenté d’explorer au fil de l’actualité ces sept logiques de retournement de la raison moderne contre elle-même au travers des mécanismes culturels, politiques et économiques. Je présente ici quelques « rapports d’enquête » dont la sommation, tel un puzzle, finit par faire émerger un tableau significatif, dont je tenterai la théorie et l’analyse. Le dernier chapitre sera, par contraste, consacré à l’exploration des possibles voies de sortie non tragiques hors de l’imbroglio actuel.

Le lecteur constatera la forte présence de la culture états-unienne¹ dans ces diverses dimensions, et se gardera d’y voir le stigmate d’un quelconque « antiaméricanisme ». Tout comme nombre d’intellectuels nord-américains, je pense que les solutions supposées capables d’absorber les désordres humains dans la métaphore rationnelle ont été mises au point aux États-Unis, en tant que réalisation légitime d’un Occident moderniste sans culpabilité historique : orientation financière du travail et de la consommation, dissolution du politique dans le sondage d’opinion et le *marketing*, gestion des émeutes ethniques et de la pauvreté selon la théorie des jeux, contrôle de l’arme éthique dans une dramaturgie médiatique permanente du pouvoir central, promotion de la guerre technologique « propre » avec punition « calibrée » des populations civiles, etc.

1. J’userai souvent de ce néologisme qui rend justice au fait que toutes les Amériques ne se laissent pas résumer dans la politique et la culture des seuls États-Unis.

Ces modes de supervision d'un monde turbulent ou hostile se sont substitués aux formes plus anciennes de réformisme bourgeois visant (comme le montrait Eric Hobsbawm) au contrôle patrimonial – fût-il hygiéniste, « social » ou « caritatif » – des populations sujettes des empires. Mais en passant, à partir de 1989, du prototype américain d'une gouvernance cybernétique à son application planétaire, le technicien de la World Trade Society semble avoir négligé un élément crucial : un tel système de supériorité technique quantitative survit au détriement de son environnement, et néglige les valeurs humaines et politiques.

Le coût d'une pacification sociétale mondiale dépendant des encadrements techno-financiers de la mobilisation de masse est élevé :

- en termes écologiques, elle est contrainte de dégager des quantités toujours plus considérables de signes de richesse en provenance du monde entier, pour persuader la population participante de poursuivre un rêve « walrasien » d'ascension perpétuelle. Ce qui implique une dépense énergétique irréaliste² ;

- en termes politiques, la mondialité forcée sous hégémonie culturelle néglige souvent les valeurs d'égalité et de démocratie, par exemple en privilégiant des élites et des pouvoirs financiers sans attaches, des consortiums pétroliers ou d'autres variantes de ce que Gunder Frank appelait la bourgeoisie *compradore*, au détriment des aspirations très différentes des peuples. Elle contribue au ressentiment, que celui-ci prenne une forme sectaire infantile ou emprunte les voies d'une visée sociale renouvelée.

Aussi faible, contradictoire et dispersée soit-elle, une résistance se manifeste dès lors à l'encontre d'une dépendance fascinée vis-à-vis des centres ordonnant désormais travail et consommation standardisés. On peut y lire l'aspiration à une « autre » mondialité, moins inégalitaire, moins centrée, plus respectueuse des gens et de la nature. Par la critique, se dessine en creux une « humanité planétaire » (comme le disait déjà Teilhard

2. Ce n'est pas un hasard si les premières manifestations, en 2001, d'une crise de la « dépense » aux États-Unis ont été les pénuries d'électricité survenues en Californie. Voir également : D. Duclos, « Énergie et société mondiale, un difficile enjeu », in *Énergie, l'heure des choix*, p. 169-236, Cercle d'Art, Paris, 1999.

de Chardin³ en 1949) nécessairement plus ouverte au débat d'instances symboliques méritant *considération mutuelle*, au-delà des surveillances automatiques, des précautions assurantielles et des sanctions judiciaires et policières.

Ainsi en est-il d'une nécessaire extension du principe démocratique à la société-monde, seule modalité supportable de la rencontre humaine contrainte, qui implique :

- un statut des liens de convivialité et d'intimité civile, nécessairement en partie locaux et territoriaux, irréductibles à des règles universelles abstraites, mais porteurs souverains d'obligations de partage et d'hospitalité;

- des identités culturelles toujours hybrides entre autonomie identitaire et brassage universel;

- le respect de la nature commune qui doit être soustraite aux actes de rapine collective, parce que contexte sacré de nos libertés présentes et futures;

- et enfin, la modification du statut de l'information, qui triomphe aujourd'hui par son association à la science et à l'argent, et qui devrait prendre une place plus modeste en s'associant à d'autres valeurs.

Cette pluralité aujourd'hui niée par le tout-ou-rienisme de la puissance unique (qui n'est pas avec elle est contre elle) n'a rien à voir avec la partition en parfait miroir de fanatismes religieux s'entendant pour occuper ensemble la scène mondiale de leurs affrontements. Au contraire, c'est *au-delà* des antagonismes factices menant peut-être le monde à sa perte qu'il faut tenter de la faire prévaloir.

3. Pierre Teilhard de Chardin, *La place de l'homme dans la nature*, Albin Michel, 1956.

En guise d'ouverture

Société du risque... ou dictature des risquologues ?

Pas un jour où les médias n'affichent les dangers d'exister dans l'époque. Chacun se prémunit contre cette alerte permanente, mais notre joie de vivre est entamée. Nous devenons des citoyens inquiets, crispés sur nos effrois, bardés de phobies, caparçonnés de rites sécuritaires, enveloppés de défiances réciproques. Tout cela n'est-il pas contre-productif ? Quel pouvoir laissons-nous grandir à l'ombre d'un tel climat obsidional ? Le vrai risque du risque n'est-il pas d'appeler au pire en nous convainquant de son omniprésence ? Il est temps de démêler l'écheveau du risque, sous peine d'abandonner notre culture à l'angoisse stérile.

LE RISQUE : SCÈNE DU POUVOIR

Remplaçant les peurs de la damnation ou de la famine, le risque est d'abord un exceptionnel outil d'influence. Comment le public, capturé par d'omnipotents consortiums d'assurances, interpellé par des myriades de policiers (un pour 250 habitants en France) et d'agents de sécurité, soutenu par des armées de fiabilistes, de contrôleurs sanitaires ou d'assistants-psychologues, travaillé par l'alarmisme péremptoire des journalistes, peut-il oublier que *le risque est avant tout un immense gisement de profit, d'emploi et surtout de pouvoir ?*

On dira que les discours du risque se contredisent. Des puissances antagonistes minimisent le risque de leurs activités en

majorant celui des autres : les nucléaristes dénoncent les accidents de la route (infiniment plus meurtriers que les centrales), mais insistent sur la vertu nucléaire face à l'effet de serre, ce que contestent les pétroliers. Les fabricants de voitures critiquent les arbres au bord des routes (800 morts par an). Les investisseurs condamnent le « risque zéro », dont la prudente idéologie décourage leurs actionnaires, mais les sévères gestionnaires du « zéro défaut » tiennent un propos inverse, tout comme les adeptes de la « tolérance zéro » envers une délinquance suspectée de préparer le terrorisme.

En réalité, le risque nous subjugué *en tant* que scène de discord. Parce que s'affrontent les assureurs, les militaires, les techniciens, les moralistes ou les économistes, chacun voit fourmiller des périls impossibles à régler d'un commun accord. Plus on débat de danger, et plus chaque professionnel du risque accroît ses parts du marché de l'inquiétude, ou renforce ses interventions musclées. L'effet premier de la scène du risque est de pousser l'anxiété publique à l'ébullition.

Un second s'ensuit aussitôt : les puissances se ménagent mutuellement, mais s'entendent pour désigner « le facteur humain ». Le capitaine du rafiot affrété par Total-Fina, l'ouvrier fumant dans les vapeurs explosives, l'opérateur manœuvrant hors procédure les barres du réacteur nucléaire, le pilote de ligne se trompant de cadran : cibles faciles, les individus essuient un tir serré de mesures de prévention, de protection et de rétorsion, tandis que les organisations s'en sortent. Ainsi, après le procès retentissant de quelques personnalités, l'industrie du sang pratique toujours le poolage des plasmas, qui contribua à diffuser le sida, et dont rien ne dit qu'il ne transmettra pas d'autres affections indétectables. De même – malgré les mesures prises en Europe –, n'en a-t-on pas fini avec les producteurs étrangement anonymes de farines animales, pourtant vectrices de l'ESB.

De nombreuses organisations responsables de l'amiantage (plusieurs *centaines de milliers* de morts attendus dans la décennie à venir, en hypothèse basse) ne seront pas poursuivies, mais se plieront seulement à des aménagements techniques et assurantiels. Au contraire, leurs victimes sont accusées d'avoir refusé le nettoyage de leurs bureaux, de n'avoir pas déclaré l'apparition d'un symptôme, ou se voient imputer le coût d'une

erreur industrielle massive, comme le décret Juppé interdisant la vente des voitures fabriquées avant 1993 (20 millions de véhicules aux systèmes de freins diffusant de l'amiante). Même quand le risque est imputable à un industriel identifié, la force de la grande organisation parvient à enrayer la justice : ainsi, des Bretons victimes de la marée noire géante générée par l'*Amoco-Cadiz*¹ et qui peinent – 23 ans après – à obtenir les indemnités acquises auprès de juridictions américaines.

Il est aisé de chasser les habitants de tours de HLM destinées à implorer (pour cause de vétusté, ou par crainte des populations... à risque de délinquance?), mais plus difficile de démanteler des installations dangereuses. Alors que la critique des implantations revient, avec l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, on oublie qu'elles n'ont cessé d'être réglementées depuis Feyzin², Seveso ou Flixborough³. Mais comment contrôler à long terme les politiques d'urbanisation (créant des populations électorales stratégiques) et exiger des changements drastiques dans la localisation des groupes internationaux ? Dans le cas de pays comme le Mexique (explosion de Mexico⁴) ou l'Inde (fuite de gaz de Bhopal⁵), les autorités semblaient impuissantes devant l'arbitraire industriel, ou la démoralisation sociale des personnels, cet efficace relais menant aux désastres.

En revanche, nimbé de bonne conscience, arc-bouté sur l'impératif du bien, le contrôle sécuritaire de l'individu coule de source. Quand tel grand militant en santé publique veut placer un mouchard sur les automobiles (à l'instar des camions), il ne contrarie guère la coalition des assureurs, des sociétés d'auto-roues, des constructeurs, des policiers qui s'accordent sans effort

1. 220 000 tonnes de fuel répandues sur les côtes bretonnes le 16 mars 1978 (Guéguen M., *La marée noire de l'Amoco-Cadiz*, CMD éditions, Montreuil-Bellay, 1999).

2. Feu et explosion de gaz dans la raffinerie de Feyzin près de Lyon (1966).

3. Explosion de cyclohexane dans l'usine Nypro, au nord de Londres (1974); 550 morts en une semaine.

4. Explosion de la raffinerie de San Juan Ixhuatepec, près de Mexico, le 19 décembre 1984 : 574 morts.

5. Plus de 3 000 morts et 200 000 personnes intoxiquées par une fuite d'isocyanate de méthyle survenue dans l'usine de pesticides d'Union Carbide, le 2 décembre 1984. Lire Paul Shrivastava, *Bhopal : Anatomy of a Crisis*, Paul Chapman, Londres, 1992 (2^e ed.).

à fustiger l'égoïsme de conducteurs « asociaux ». Épargnant les industriels qui estiment avoir accru la sûreté des véhicules, cette convergence facile permet aussi d'ignorer l'état des routes secondaires (déploré en France par un rapport de l'Inspection des finances), la médiocrité des autoroutes d'Europe épuisées par les trains de camions, l'augmentation régulière de la puissance de haut de gamme, l'incitation à consommer du fuel (très polluant), la multimotorisation des ménages dans des banlieues s'étendant aux lointains villages dortoirs, etc.

Les grandes structures semblent unies par l'intérêt à ne rien savoir de ces carences collectives, et préfèrent accuser le « profil psycho-culturel » du conducteur. Pourquoi admettraient-elles les études montrant que la propension d'un pays à l'accident augmente plutôt... avec l'importance du réseau semi-rural (favorisant à la fois la vitesse et les occurrences de rencontres)? La coalition de pouvoirs n'a que faire de résultats rendant caduque leur action sur les personnes. Au contraire, le risque imputé individuellement est un concept chéri des organisations pour lesquelles l'usager, le justiciable, le client, le contribuable, l'assuré, etc., sont *la matière première* de leurs activités, et sont toujours préférés passifs et prévisibles.

Or si le contrôle *a priori* enrayer certains comportements, il ne règle pas la question de fond (la fatigue des camionneurs, par exemple). De plus, il contrarie l'héroïsme professionnel, parfois seule parade à l'accident. Un récent procès d'opérateurs du nucléaire sanctionnés pour des initiatives – non réglementaires mais nécessaires – pointe l'enjeu de la scène du risque : n'est-elle pas un aspect du combat entre la dignité des personnes et l'arrogance des hiérarques ?

Bien sûr, des alerteurs se vouent à contrarier l'invincible amnésie institutionnelle : sans parler des figures tutélaires de la résistance au silence, comme la biologiste américaine Rachel Carson ayant montré les nuisances du DDT dans les années soixante, voici le professeur Richard Lacey dénonçant héroïquement l'épidémie de la vache folle, en dépit des autorités britanniques ; et en France, André Cicollela qui révéla les dangers des éthers de glycol, le professeur Viel observant les effets de faibles doses de radiations ionisantes autour des usines nucléaires, ou Marcel Goldberg et Ellen Imbernon étudiant les mêmes effets sur des

cohortes de professionnels, statutaires ou sous-traitants, ou soulevant patiemment le voile sur la massive tragédie de l'amiante (après Henri Pézerat, le pionnier en la matière).

Pourtant, il ne s'agit pas *seulement* de rétablir un équilibre entre les accusations portées contre les individus imprudents et les reproches adressés aux organisations. L'intensité dramaturgique du thème du risque doit aussi être globalement atténuée, car le climat de dangerosité alléguée pousse les personnes à la dépression et les met en dépendance morale et sanitaire. Seul l'individu pâtit du maintien au long cours de la guerre du risque entre pouvoirs.

Il faut donc vigoureusement récuser l'idéologie d'une « société du risque » dont le sociologue allemand Ulrich Beck s'est fait le subtil porte-parole, et qui implique que l'individu contemporain devienne un perpétuel gestionnaire de l'incertain, un vigilant contrôleur de soi et des autres⁶. Il faut au contraire restreindre la scène du risque substantiel aux seules armées professionnelles ou consuméristes. Car les hommes sont d'autant plus dangereux les uns pour les autres qu'ils se font les agents des froides machineries – si bien décrites par Hannah Arendt pour l'appareil nazi – à travers lesquelles ils transforment aujourd'hui leur monde et s'atteignent eux-mêmes.

LE RISQUE RÉEL

Il faut alors distinguer risque réel et risque fantasmé. Les deux sont liés, puisque un fantasme peut devenir dangereux, mais leurs traitements sont inverses : nous attaquons directement les « causes objectives » du risque réel, tandis que le risque fantasmé n'est diminué qu'en enrayant la spirale des indignations et des répressions, en apaisant l'effroi sans rapport avec le danger prétexté. Or les risques fantasmés *passent pour* des risques réels dans la bouche des « crieurs-au-loup » : comment les discerner ?

6. U. Beck, *Risiko Gesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Francfort, Suhrkamp, 1986 (*Risk society*, Oxford University Press, 1990). Vient d'être traduit en français : *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*, Fayard, Paris, 2002.

Le risque réel porte sur des faits patents, survenus ou potentiels, affectant de vastes populations : accident majeur, désastre, ravage épidémique immédiat ou progressif. Il exige des campagnes d'opinion démontrant à des organisations aveugles sur leurs propres actes la « réalité » dont le mépris ou l'ignorance ont conduit à la négligence fatale : le milieu marin ou forestier sauvages, l'aire d'habitations, le patrimoine historique et culturel, le réseau hydrographique et phréatique, la qualité de l'air, etc. Souvent, des acteurs humains humiliés sont attachés à cet élément méprisé : les intérimaires surexposés, la population pauvre autour de l'usine, les utilisateurs du milieu sauvage, les habitants d'une commune, les ressortissants d'un pays dominé, etc. Parfois, seule la société entière peut défendre du risque majeur un site où les acteurs sont trop liés aux tendances destructrices, et parfois c'est l'inverse.

Le risque le plus réel se cristallise autour d'événements susceptibles de reproduction catastrophique, dont il faut comprendre la source collective. Sur ce point, l'école américaine du risque a balisé depuis vingt ans le champ des possibles : ou bien l'organisation recèle des passions criminelles (théorie de la délinquance organisationnelle selon Diane Vaughan⁷, par exemple), ou bien elle affronte un niveau d'incertitude qu'elle ne peut maîtriser (théorie des « accidents normaux » selon Charles Perrow⁸). Quelques catastrophes canoniques ont ici fait l'objet de myriades d'études fondant désormais la nouvelle discipline risquologique. L'explosion des « pousseurs » de la navette Challenger (28 janvier 1986) relevait de la première explication : chaque groupe professionnel partie prenante s'était perdu dans une surenchère activiste effaçant la conscience du risque et rendant son calcul impossible. On pourrait aussi placer sous cette rubrique « délinquance » la fuite de gaz asphyxiant à Bhopal, due à la désertion des cadres techniques en perspective de la fermeture de l'usine, ou plus récemment, la dénégation scientifique et administrative

7. D. Vaughan, *The Challenger Launch Decision. Risky Technology, Culture and Deviance at NASA*, The University of Chicago Press, Chicago, 1996.

8. C. Perrow, (point de vue de) « Organisations à hauts risques et "accidents normaux" », *Actes de la XIV^e séance du séminaire du programme « Risques collectifs et situations de crise »*, CNRS, Paris, 2 juin 1999.

du risque d'ESB⁹ par les autorités britanniques sous mandat conservateur.

Relèverait d'une limite du savoir possible la menace d'inondation de la centrale nucléaire du Blayais par les vagues de la Gironde (pendant les intempéries de décembre 1999) : l'ampleur des récents dérèglements climatiques ne pouvait guère être prévue lors de la construction. Or les grandes installations dangereuses sont présumées des systèmes étanches, qui peuvent en fait être trahis par l'environnement, ou par leur propre complexité : dans le cas de la formation de la bulle d'hydrogène explosive dans la centrale nucléaire de Three Mile Island (le 28 mars 1979), les opérateurs furent submergés... de fausses informations par le dispositif de sécurité¹⁰ !

On peut étendre le paradoxe de Perrow (trop de savoir engendre de l'insécurité) à nombre de grands systèmes techniques¹¹ : ainsi la surveillance aérienne dépend-elle de données fournies aux ordinateurs simulant la circulation, hors perception directe. Ces dispositifs améliorent la sécurité, mais la moindre erreur de calcul serait catastrophique, et le contact audio direct avec l'avion demeure indispensable par sa souplesse de correction¹².

Face aux limites de la responsabilité et du savoir, il existe deux parades classiques : à la délinquance collective répond l'interpellation judiciaire de fonctions de direction. Face à l'incertitude, on peut se garantir en « couvrant » le risque d'une dépense estimée selon des probabilités vérifiées dans le passé, ou encore s'abstenir par prudence jusqu'à ce que les techniques maîtrisent l'inconnu. Or, comme l'a montré le chercheur allemand Ortwin

9. P. Lagadec, « Retour d'expérience : théorie et pratique, le rapport de la commission d'enquête britannique sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) au Royaume-Uni entre 1986 et 1996 », *Cahiers du GIS. Risques collectifs et situations de crise*, MSH Alpes, n° 1, juillet 2001.

10. E. R. Frederick, « The first few minutes and the last ten years. An operator's perspective of the events during and following the TMI-2 accident », Société française d'énergie nucléaire (SFEN), « Sécurité, protection de l'environnement », Paris, 30 mai 1989.

11. Comme le montre le Pr Alain Gras.

12. Voir les travaux de Sophie Poirot-Delpech et du CETCOPRA (Paris I-Panthéon-Sorbonne).

Renn¹³, la délinquance comme l'incertitude peuvent devenir *insituables* : quand, en amont, on ne sait pas qui est directement « coupable » de la transmission de l'ESB aux moutons. En aval, quand on ne sait pas arrêter la propagation d'un OGM, ou que l'on ignore les effets de longue durée des radiations de faible intensité. Dans de tels cas, les réponses au risque deviennent plus difficiles : qui incriminer, lorsque le choix dangereux est celui d'une société entière, ou de toute une classe sociale – comme les agriculteurs modernistes polluant massivement les nappes phréatiques ? Comment stopper le risque lorsque le « coup parti » se propage de façon imprévisible (comme l'émergence d'une algue toxique, l'irruption d'une nouvelle maladie) ou présumée irréversible (comme la mutation génétique, le changement climatique) ? Que faire lorsque l'échelle du désastre dépasse toute possibilité d'assurance ou même de régulation technique (comme la fusion du réacteur RBMK à Tchernobyl, le 26 avril 1986) ?

La Fédération française des sociétés d'assurances s'alarme de ne « plus pouvoir accompagner les entreprises dans leur développement en matière de responsabilité¹⁴ ». En arrière-plan de cet euphémisme, on subodore les milliards que coûtent sur le long terme le virus I Love you, le retrait de canettes de Coca-Cola ou de pneus Firestone, le naufrage de l'*Erika* ou de l'*Evoli Sun*, la destruction massive de troupeaux ou de farines animales. Ayant rendu hommage aux quelques 3 300 victimes recensées dans l'effondrement du World Trade Center, les assureurs rappellent discrètement que les tours étaient aussi garnies de milliers d'œuvres d'art de valeur inestimable...

On se souvient que François Ewald présentait l'assurance comme une conquête sur les conflits judiciaires qui déchiraient le XIX^e siècle¹⁵, et une « garantie de la démocratie moderne ».

13. O. Renn, A. Klinke, « Prometheus unbound, challenges of risk evaluation », *Risk Management and Risk Classification*, Akademie für Technik Folgenabschätzung, Baden-Württemberg, n° 153, novembre 1999.

14. P. Santi, « Les assureurs dénoncent les dérives de la responsabilité civile », *Le Monde*, 6 octobre 2000, p. 1 et 20.

15. D. Defert, D. Donzelot, F. Ewald, *Histoire des transformations politiques et juridiques qui ont permis la législation du risque professionnel*, travaux du Collège de France, Paris, 1977. Voir aussi F. Ewald, *L'État-providence*, Grasset, 1986.

Est-ce encore aussi vrai lorsque les assurés, contraints ou libres, atteignent leur limite de solvabilité? Lorsqu'explorent les événements adverses dont l'opinion exige que les organisations en endossent la responsabilité?

Pour autant, l'imputation judiciaire n'est pas une panacée. Discerner les responsabilités a pu forcer bien des organisations à plus de transparence; mais le côté spectaculaire des mobilisations judiciaires se solde souvent par des condamnations sans proportion avec les immenses désastres possibles. Par ailleurs, la réponse juridique n'est pas toujours utile. Comme le dit Philippe Vesseron, directeur de la prévention des pollutions et des risques, délégué aux risques majeurs, « ceux qui sont chargés de la maîtrise des risques, élus, industriels, ou fonctionnaires, cherchent le plus souvent à agir en responsables, sans penser à tout moment à leur responsabilité pénale¹⁶ ». Pire, la menace judiciaire, désormais permanente, peut inciter à se prémunir de toute attaque future (telle la décharge signée par la personne hospitalisée), ou privilégier la manœuvre médiatique au détriment de l'éthique professionnelle. Nombre d'experts conseillent ainsi aux industriels d'explorer les obscurités de la loi pour échapper à la responsabilité civile.

L'extension des dangers attribuables aux hommes n'implique pas que nous devions passer au régime de vigilance réciproque sans trêve que M. Ulrich Beck nous propose en idéal futuriste. Le risque « sociétal » peut toujours être rapporté à l'organisation politique *instituant* une société humaine, et être alors maîtrisé dans ses grandes lignes... ou au contraire, déchaîné. De ce point de vue, quand la droite américaine décide de dissoudre l'agence des choix technologiques qui existait auprès du Congrès, elle choisit une déresponsabilisation collective dont elle devra être comptable, puisqu'elle autorise un déferlement incontrôlé de la dépense énergétique. Inversement, lorsque Pékin réduit la

16. *Préventive-Sécurité*, n° 55, janvier-février 2001. Cette excellente revue française dirigée par le bouillant gascon Hubert Seillan est un instrument irremplaçable. On peut aussi lire les *Annales des Mines* ou ses suppléments spécialisés. Variante assurantielle et économique : la revue *Risques*, dirigée par F. Ewald. Revue internationale : *Risk Analysis*, et notamment les apports de Mme Paté-Cornell, « anthropologue » du risque.

production de multiples mines de charbon, il engage positivement la culture chinoise sur la question du risque sociétal. Lorsqu'en France, rien n'est vraiment planifié pour un remplacement progressif du nucléaire ni pour le développement du ferroutage (malgré les sommes englouties dans le transport par camion, dangereux et polluant), les élites politiques s'engagent dans un refus de prévision dont on pourra leur tenir rigueur... Les plus avisés des politiciens professionnels savent que, désormais, ils ne seront plus seulement redevables de leurs actes devant leurs électeurs du moment, mais aussi devant ceux... qui ne sont pas encore nés.

PLUS DANGEREUX ENCORE : LE RISQUE FANTASMÉ

Le risque fantasmé n'est pas synonyme de faux risque. De ce dernier relèverait par exemple, la peur absurde que l'ingestion d'OGM influe sur le patrimoine génétique du mangeur, ou encore la croyance qu'on risque davantage dans un vol suivant un accident ou un détournement suicidaire – superstition qui explique pourtant la baisse durable de fréquentation des avions après les attentats du 11 septembre 2001. Pourtant, même ces faux risques indiquent – après décryptage – des inquiétudes légitimes : sur la manipulation généralisée du vivant ; sur l'aggravation des techniques d'agression ou de tuerie.

Le risque fantasmé s'attaque souvent injustement à des « boucs émissaires ». Ainsi la peur de l'agression par « les jeunes » cache-t-elle souvent une haine xénophobe et induit des mesures (fouilles au corps et incursions domiciliaires, arrestations et détentions arbitraires, contrôles des messages, etc.) dont les victimes seront, par facilité, toujours plus éloignées des vrais criminels¹⁷.

Le fantasme d'un « climat terroriste mondial » (visant partout les maternelles, les universités comme les aéroports) nie que les attentats-suicides ne *sont pas* des risques statistiques, mais des menaces liées à des antagonismes précis, même si de

17. Comme le montre bien le sociologue Hugues Lagrange à propos du mauvais ciblage de la répression dans les banlieues qui a laissé se développer une nouvelle pègre mafieuse d'envergure européenne (« L'impasse sécuritaire de la gauche française », *Libération*, 6 décembre 2001).

grands groupes de personnes en sont les otages. En fait, une guerre de kamikazes est économe en sacrifices et vise des objectifs symboliques pertinents. Mais le terrorisme stimule tout ce qui, dans une société en crise diffuse, souhaite en découdre. Ce que, sur le mode ironique, Bertrand Poirot-Delpech appelle le « çavapétisme ».

Les vrais fantasmes s'habillent de vrais ou de faux événements : le souhait – inavouable – de voir éradiquer une surpopulation abuse de la déploration du – très réel – sida africain. Le refus de déverser l'intimité dans l'espace public se traduit, en revanche, en terreur d'affections bizarres (comme celles imputées aux portables). Rappelons ce que Véronique Campion-Vincent appelait « les terreurs urbaines » : mygales dans les yuccas, strychnine dans les boîtes de calmants, lames de rasoir dans les pommes distribuées à Halloween. Basées sur très peu de faits, elles camouflent de tout autres peurs : celles de voir la pauvreté surgir derrière le produit exotique, d'admettre que le médicament soit une drogue, ou que l'enfant quémandeur de Halloween (représentant le mort « transi » réclamant son dû) attire en retour la haine des vivants.

Sans remonter à la « rumeur d'Orléans » (la peur d'être violée dans une cabine d'essayage) étudiée par Edgar Morin dans les années soixante, évoquons encore la terreur, très en vogue en Inde, d'être enlevé dans une ambulance, celle d'être – en Chine et au Japon – vidé de sa substance par une sorcière déguisée en amante, ou, en Amérique latine, de se réveiller privé d'un rein, emporté dans d'improbables circuits de greffes d'organes (rêve dont le symétrique « paysan » est d'être dévoré par un ogre ayant toute l'apparence d'un *gringo*... ou d'une prostituée rencontrée au bar !). Qui ne reconnaîtrait dans ces fantasmes des variantes de la frustration sexuelle ?

DU RISQUE DU RISQUE : ATTENTION, FASCISME RISQUOLOGIQUE !

Dans les années vingt, la peur ethnique et sociale militarisa les peuples : dès l'âge tendre, chacun devait porter la chemise noire, rouge, kaki ou *feldgrau*. Or on se soldatise désormais autour

du risque, cet ennemi aux mille visages. Ainsi de la foule new-yorkaise – échantillon de la foule urbaine moderne – où prolifèrent les uniformes « de la liberté ». *Grooms* et gardiens, agents de contrôle, accompagnateurs, secouristes. Mais aussi : ouvriers des travaux publics, hôtesse ou standardistes, cadres badgés, serveurs de cafétérias, livreurs de pizzas ou de paquets-express... Et, derrière l'uniforme, consignes et règlements obligent chaque salarié à la vigilance. Chacun a en tête procédures d'urgence et d'alarme, aussi bien à la vue de comportements suspects que de défauts techniques. La tradition syndicaliste de *whistleblowing*¹⁸ (« sonner l'alarme », pour dénoncer les conditions de travail) et celle des *survivalists* à l'entraînement convergent dans une inquiétante excitation.

Cette dérive s'est aggravée depuis l'entrée en scène du « terrorisme mondial » (anticipé ou forgé dans nombre de fictions et de sujets médiatiques¹⁹). D'autant plus dangereuse qu'elle est alimentée de faits réels, elle s'est nourrie de l'apport insidieux du « discours risquologique » savant. Dans sa prétention à repenser les rapports sociaux dans la tonalité sécuritaire, la construction experte fabriquée depuis vingt ans autour du risque doit être désormais questionnée par les partisans de la liberté. Toute objective qu'elle se veuille, cette expertise a une saveur liberticide aussi problématique pour les sociétés libérales que ce qu'elle semble vouloir réguler. Il est temps de montrer les limites de validité d'une « discipline scientifique » du risque avant que la tendance autoritaire toujours insistante dans les périodes critiques n'y trouve sa caution, au grand dam de nos principes démocratiques. Ne serait-ce que pour sauver du désastre... les réels métiers de prévention et de sécurité, qui, à n'en pas douter, sont partie prenante du devenir moderne.

18. F. Chateauraynaud (*et alii*), *Alertes et prophéties, les risques collectifs entre vigilance, controverse et critique*, rapport du programme « Risques collectifs et situations de crise » du CNRS, 2 tomes, Paris, décembre 1997.

19. Voir, entre mille exemples, *Deus Ex*, ce jeu vidéo de 1999 qui met en scène des terroristes abattant la statue de la Liberté ! Ou *Might and Magic VI* (1992), proposant d'abattre – entre autres monstres – des silhouettes ennemies ressemblant furieusement aux combattants d'Al Qaïda !

ENTRE CALCUL ET AVENTURE...

Depuis les études sur la perception des risques (par Paul Slovic²⁰, B. Fischhoff, ou en France, J.-P. Pagès), nous savons que ce que les technocrates appellent « l'irrationalité populaire » est un jugement qui ne s'en prend pas à la compétence, mais à l'entreprise ou l'institution, dont la sagesse ancestrale nous avertit qu'elles abritent la passion du pouvoir. Or celle-ci peut aussi bien conduire aux sévères disciplines du nucléaire qu'à la débandade accidentogène du ferroviaire privatisé²¹. La démocratisation des politiques du risque²² ne nous libérera certes pas des problèmes, mais le croisement des opinions sur le destin commun contrarie au moins le jeu autiste des pouvoirs face à un auditoire passif, promis par eux à la gamme des supplices de l'angoisse.

Dans le grand théâtre de l'incertitude, les experts se partagent en réalité selon les mêmes lignes d'opinion que le public²³. Les uns se demandent qui est responsable et en appellent à la précaution. Les autres, forts de leur expérience industrielle, proposent des dispositifs de sûreté, mais les troisièmes, reconnaissant le droit des peuples à choisir leurs technologies, préfèrent construire des débats sur les questions ardues. Tandis que les derniers, plus aventureux que les autres devant l'événement catastrophique, sont retournés y voir, tels les vulcanologues adorant escalader un cratère en éruption. Ils rappellent que, dans tout désastre, les communautés humaines retrouvent aussi festivité, solidarité et héroïsme²⁴.

Ainsi divisé entre les amoureux (avoués ou non) du danger, les véhéments accusateurs de la menace, les mesureurs invétérés des aléas et les ardents organisateurs de débats de société, le

20. P. Slovic, « Perceived risk, trust, and democracy », *Risk Analysis*, 13, 675-682, 1993.

21. Voir le film de Ken Loach, *The Navigators* (2001).

22. Voir les travaux de M. A. Hermitte, P. Lascoumes ou D. Bourg.

23. M. Douglas, A. Wildavsky, *Risk and Culture, an Essay on the Selection of Technical and Environmental Dangers*, University of California Press, Berkeley, 1983.

24. H. Y. Meynaud, M. Brugidou, J. Cihuelo, *Tempête sur le réseau, l'engagement des électricien(ne)s en 1999*, L'Harmattan, Paris, 2002.

risque ramené aux passions les mieux partagées peut paraître à jamais impensable. Mais ces différentes lignées constitutives de la risquologie contemporaine ne peuvent s'éliminer réciproquement sans erreur ni injustice. Ce n'est pas en délaissant le dialogue *sur la valeur* du risque pour la seule poursuite du personnage diabolique menaçant l'humanité américanisée que les disciplines « cindyniques²⁵ » régleront les turbulences de l'époque, mais en acceptant la controverse civile qui les traverse.

Personne, en effet, n'est obligé d'envisager la vie *sous le seul angle du risque*, parce qu'on peut – tout aussi légitimement – la considérer comme une aventure, un champ de rencontres, ou l'occasion de créer des savoirs.

25. De *kyndunos* : danger, en grec. Des ingénieurs des Mines français ont la paternité de ce néologisme, plus euphonique que « risquologie », mais moins compréhensible du public.